



The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search
<http://ageconsearch.umn.edu>
aesearch@umn.edu

Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

L'évolution des prix et l'agriculture

Ph. Masson

Résumé

L'auteur analyse les variations de prix intervenues depuis 1949 en agriculture, et leurs conséquences, notamment sur le revenu. L'évolution des prix des produits vendus par l'agriculture est comparée à celle des prix de l'ensemble des charges. On peut ainsi mesurer la dégradation des termes de l'échange entre l'agriculture et le reste de l'économie. L'évolution en valeur et en volume du produit et des charges de l'agriculture est ensuite considéré : la détérioration des termes de l'échange ne serait-elle pas, en effet, compensée par l'évolution des quantités produites et achetées ? En réalité, la croissance du revenu global tiré de l'activité agricole subit un ralentissement de plus en plus marqué.

Abstract

Agriculture and prices evolution

The author analyses here the variations of agricultural prices since 1945 and their consequences on farm incomes. The price of agricultural products are put in comparison with those of the total working expenses. That leads to measure how devaluated for Agriculture the terms of trade are now getting in the whole economic system. Considering both value and volume of working expenses and product in the new context, the author wonders whether produced and sold quantities can compensate for such devaluation. As a matter of fact the income issued from all the agricultural sectors is slowlier and slowlier increasing.

Citer ce document / Cite this document :

Masson Ph. L'évolution des prix et l'agriculture. In: Économie rurale. N°95, 1973. pp. 43-59;

doi : <https://doi.org/10.3406/ecoru.1973.1135>

https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1973_num_95_1_1135

Fichier pdf généré le 08/05/2018

L'ÉVOLUTION DES PRIX ET L'AGRICULTURE

par Ph. MASSON

Laboratoire d'Economie Rurale, ENSA de Toulouse

L'auteur analyse les variations de prix intervenues depuis 1949 en agriculture, et leurs conséquences, notamment sur le revenu.

L'évolution des prix des produits vendus par l'agriculture est comparée à celle des prix de l'ensemble des charges. On peut ainsi mesurer la dégradation des termes de l'échange entre l'agriculture et le reste de l'économie.

L'évolution en valeur et en volume du produit et des charges de l'agriculture est ensuite considéré : la détérioration des termes de l'échange ne serait-elle pas, en effet, compensée par l'évolution des quantités produites et achetées ? En réalité, la croissance du revenu global tiré de l'activité agricole subit un ralentissement de plus en plus marqué.

Agriculture and prices evolution

The author analyses here the variations of agricultural prices since 1945 and their consequences on farm incomes. The price of agricultural products are put in comparison with those of the total working expenses. That leads to measure how devalorized for Agriculture the terms of trade are now getting in the whole economic system. Considering both value and volume of working expenses and product in the new context, the author wonders whether produced and sold quantities can compensate for such devalorization. As a matter of fact the income issued from all the agricultural sectors is slowlier and slowlier increasing.



Périodiquement les journaux professionnels agricoles publient des titres alarmants sur la dégradation des termes de l'échange entre les produits agricoles vendus par les agriculteurs et les biens et services achetés par ces mêmes agriculteurs pour leur production. La revue Chambre d'Agriculture titrait ainsi son supplément au n° 184 du 15 novembre 1959 : « Les peuples paysans sont-ils condamnés à disparaître ? » L'article continuait en termes aussi violents : « Le monde industriel, dans sa poussée expansionniste, construit sa prospérité sur le servage économique du monde paysan et prend devant l'humanité toute entière la responsabilité d'une espèce de génocide, ayant pour conséquence la suppres-

sion systématique des peuples paysans ». Certes, depuis 1959, la mentalité a évolué, au sujet de l'exode agricole notamment. Cependant, la persistance des revendications sur le relèvement des prix agricoles à la production, comme élément essentiel de la revalorisation du revenu des agriculteurs, trahit une inquiétude persistante devant la dégradation des termes de l'échange.

Etant donné le climat passionné dans lequel la profession aborde ces problèmes, il semble intéressant de préciser les conséquences des mouvements de prix qui interviennent dans l'activité agricole. Notre étude se limite à une période relativement récente, assez riche en fluctuations conjoncturelles, 1949-1971.

OBSERVATION DES MOUVEMENTS DE PRIX INTERESSANT L'AGRICULTURE ET MESURE DE LA DEGRADATION DES TERMES DE L'ECHANGE

Les graphiques les plus fréquemment publiés sur le sujet ne mentionnent que les prix des produits industriels nécessaires à l'agriculture. Il semble nécessaire d'être plus exhaustif et d'examiner dans la mesure du possible l'ensemble des prix des produits achetés ou vendus par les agriculteurs. Plus précisément même, il

convient d'étudier l'évolution des prix de tous les postes d'un compte d'exploitation de la branche agriculture : d'abord les mouvements de prix qui affectent le produit de l'agriculture porté au crédit du compte d'exploitation, ensuite les mouvements de prix des charges de la branche agriculture.

L'EVOLUTION DES PRIX AGRICOLES A LA PRODUCTION

Les ressources de la branche sont constituées presque uniquement par la rubrique production, les deux autres postes « subventions d'exploitation et indemnités courantes d'assurance-dommage » étant négligeables par rapport à la production et quasiment impossible à interpréter en termes de variation de prix.

Cette production comprend : la production commercialisée, la variation algébrique des stocks et l'autoconsommation alimentaire.

Du point de vue de notre analyse en terme d'évolution des prix, tout se ramène donc à l'observation de série de prix à la production.

Nous avons utilisé pour cette analyse, l'indice annuel des prix agricoles à la production, élaboré par l'INSEE, et les indices de prix tirés de la comptabilité nationale.

L'indice annuel des prix à la production de l'INSEE

Cet indice, calculé depuis 1949, a pour base 1955 ; c'est un indice de Paasche à pondération variable. La pondération n'est pas faite par les quantités commercialisées de l'année de calcul, mais par la moyenne des quantités commercialisées durant les 5 campagnes précédentes, ce qui atténue les effets des mouvements accidentels de la production.

Le tableau 1 donne les principaux indices de prix agricoles à la production (origine 100 en 1949). L'indice d'ensemble passe de 100 en 1949 à 241,1 en 1971, soit une augmentation moyenne de 4 % par an. Cette augmentation, notable, est cependant inférieure à celle de l'indice des prix de détail (1) couramment admis

(1) Indice calculé par raccordement des indices suivants :
Période 1949-1957 indice des 183 articles, province.

1957-1962	235	agglomérations importantes de province.
1962-1969	259	
1970-1971	295	postes

Tableau 1

Indices annuels des prix agricoles à la production

Année	Indice général	Produits d'origine végétale	Blé	Vin	Produits d'origine animale	Bœuf sur pied	Volaille
1949	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1950	100,3	102,9	105,1	98,2	99,0	97,8	97,7
1951	118,3	108,9	137,7	83,8	123,2	136,3	117,9
1952	127,6	118,6	147,3	86,2	132,4	143,3	133,9
1953	118,9	113,0	145,7	79,4	122,0	113,1	128,7
1954	115,8	105,1	134,1	77,2	121,4	112,9	129,3
1955	116,4	101,5	131,9	78,1	124,4	128,2	129,4
1956	127,5	117,4	150,2	93,0	132,9	140,6	133,4
1957	136,7	127,1	124,2	131,7	142,1	157,8	129,1
1958	166,2	176,6	136,5	228,5	161,1	201,8	138,3
1959	156,6	150,2	149,2	142,9	160,7	195,4	129,6
1960	162,6	148,3	154,2	151,0	170,8	205,8	132,4
1961	165,6	151,4	161,7	158,6	173,7	204,9	123,6
1962	176,1	168,9	166,4	171,5	181,0	227,7	128,9
1963	191,8	160,4	171,1	157,5	208,1	257,3	126,6
1964	190,4	155,4	159,6	162,4	208,7	276,5	129,6
1965	192,8	154,9	160,1	153,5	212,6	291,1	123,8
1966	201,9	164,9	175,2	163,7	221,6	292,0	123,6
1967	203,0	175,7	186,1	181,2	217,7	289,5	129,4
1968	205,6	179,0	181,7	196,9	218,6	296,3	123,6
1969	218,0	186,3	175,7	216,3	235,0	326,0	132,9
1970	230,8	203,8	192,2	242,4	245,6	349,2	134,7
1971	241,1	201,5	200,9	232,7	261,8	371,3	142,4

Source : INSEE. Origine 100 en 1949.

Graphique 1 —

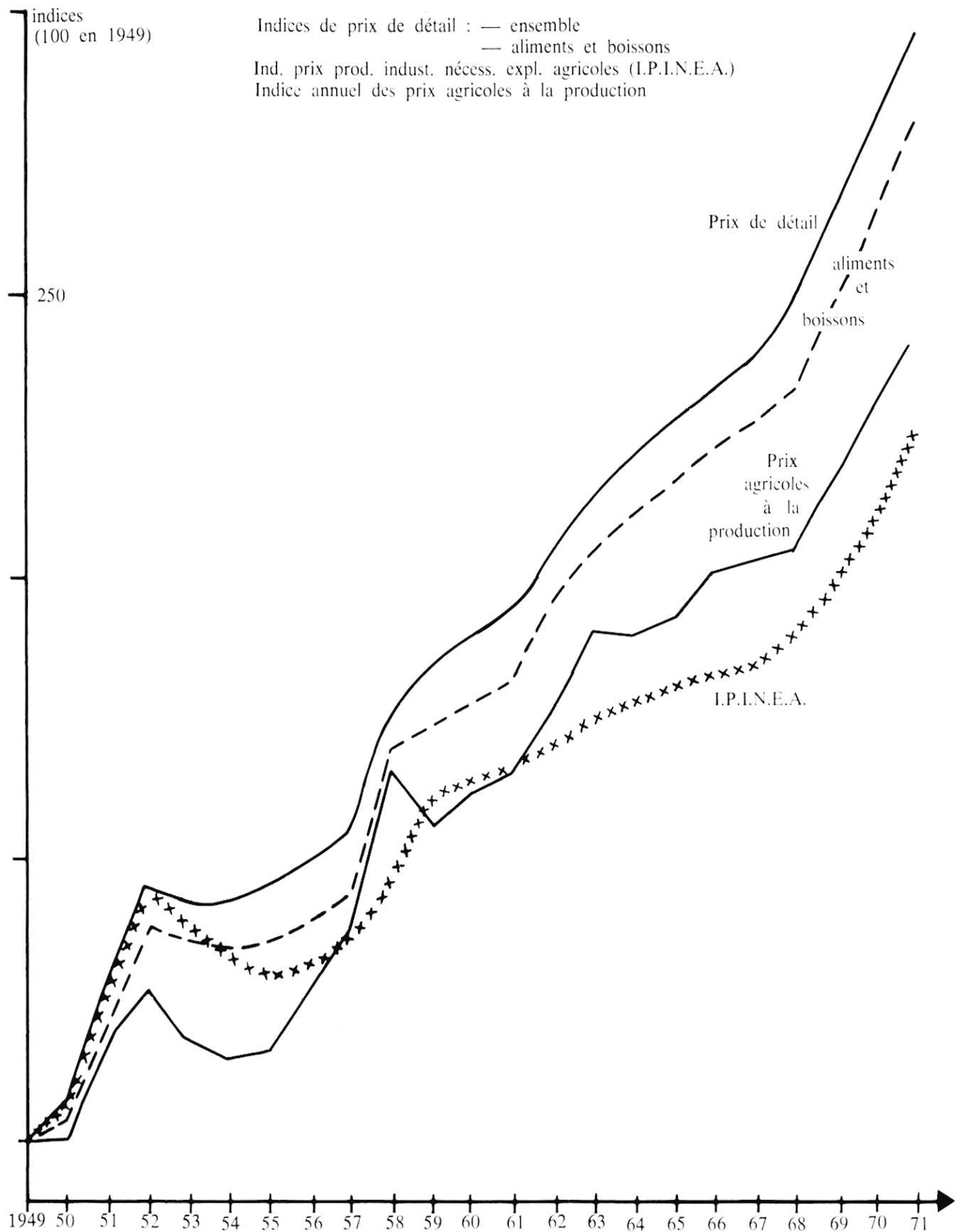


Tableau 2

*Evolution des prix agricoles d'après la comptabilité nationale
Variations annuelles en pour cent entre 1959 et 1970*

	Production agricole totale	Ensemble production végétale	Ensemble production animale	Bétail sur pied
1960-59	+ 1,6	— 2,5	+ 4,9	+ 5,7
1961-60	+ 1,9	+ 4,2	+ 3,0	+ 5,1
1962-61	+ 7,4	+ 11,3	+ 4,6	+ 3,7
1963-62	+ 6,2	— 3,7	+ 13,8	+ 20,9
1964-63	— 1,4	— 3,2	— 0,2	+ 0,8
1965-64	+ 1,4	+ 1,6	+ 1,3	+ 1,7
1966-65	+ 4,2	+ 4,0	+ 4,3	+ 6,9
1967-66	+ 0,2	+ 2,1	— 1,1	— 4,5
1968-67	— 0,1	— 0,6	+ 0,2	+ 1,4
1969-68	+ 7,5	+ 8,0	+ 7,1	+ 11,6
1970-69	+ 5,8	+ 7,5	+ 4,5	+ 3,4
Total sur la période de 1959-1970	38,1	31,3	40,0	68,3
Augmentation de l'indice des prix agricoles à la production sur la même période	47,4	35,7	52,8	+ 73,5

Source : INSEE. Base 1962.

pour mesurer l'évolution du coût de la vie (+ 4,75 % par an sur la même période).

L'allure de la courbe décrivant l'évolution des prix agricoles à la production, est voisine de celle de l'évolution des prix de détail (cf. graphique 1). Mais les accidents de la courbe des prix agricoles à la production sont bien plus prononcés que ceux de la courbe des prix de détail. Ce phénomène est classique pour tous les prix de gros. En 1952 et 1958, les mêmes pics sur les deux courbes correspondent évidemment aux deux périodes d'inflation rapide, 1949-1952 et 1957-1958. Cette évolution parallèle peut s'expliquer en partie par l'importance des produits alimentaires dans l'indice des prix de détail. Comme les prix alimentaires sont en partie liés aux prix agricoles à la production ces derniers entrent pour une partie non négligeable dans l'indice des prix de détail. L'examen de la courbe représentant l'évolution de l'indice des prix de détail des aliments et boissons, montre ce phénomène.

La moindre augmentation des prix agricoles à la production et des prix des aliments et boissons par rapport à l'ensemble des prix de détail, peut s'expliquer par une cause commune, l'inélasticité de la consommation des produits agricoles et alimentaires par rapport aux revenus. Ce phénomène entraîne une diminution de la part du revenu consacré à la demande de biens alimentaires. D'autre part, l'augmentation de la productivité en agri-

culture entraîne un accroissement important de l'offre des produits agricoles, puis alimentaires. Il s'ensuit bien évidemment une tendance au déséquilibre offre-demande de ces produits, dont le prix baisse. Le soutien des prix agricoles, déjà onéreux pour la nation, ne suffit pas à compenser la tendance.

Cette évolution générale résulte d'évolutions très divergentes selon les produits : l'accroissement annuel moyen de l'indice des produits végétaux est de 3 %, celui des produits animaux de 4,5 %.

Les produits animaux peuvent être classés en deux grands groupes : ceux dont l'augmentation annuelle moyenne de prix est forte : bœuf (7,1 %), veau (7,3 %), cheval, et ceux dont l'augmentation annuelle moyenne de prix est faible : porc (3,5 %), œufs (2,2 %), volailles (moins de 1 %).

Ces hausses différencierées de prix dans la production animale sont dues aux conditions de production. Les productions de viandes de bœuf, de mouton et de veau, sont encore peu industrialisées. La demande soutenue pour ces produits a entraîné un déficit de production et donc une augmentation de prix. Par contre, pour la viande de porc et surtout la volaille, pour les œufs également, productions fortement industrialisées, la production a dépassé les possibilités de la demande, d'où une relative stagnation des prix.

Evolution des prix d'après la comptabilité nationale

Les comptes de l'agriculture publiés par l'INSEE en série homogène depuis 1959 donnent pour chaque année une évolution de la production en valeur et une évolution des prix (cf. tableau 2). Ces variations de prix ont l'avantage, par rapport à l'indice des prix agricoles à la production, d'appréhender l'ensemble de la production agricole ; elles permettent d'incorporer ici l'évolution des prix des fruits et légumes, qui était exclue de l'indice des prix agricoles à la production.

Les augmentations de prix tirées de la comptabilité nationale semblent inférieures à celles tirées de l'indice des prix agricoles à la production, du moins sur la période où la comparaison est possible : 1959-1970. En effet, sur ces onze années l'indice de prix de la production agricole totale augmente de 38,1 % d'après la comptabilité nationale et de 47,4 % d'après l'indice des prix agricoles à la production. La différence est surtout importante pour l'indice des prix de la production animale qui augmente de 40 % d'après la comptabilité nationale et de 52,8 % d'après l'indice des prix agricoles à la production. La différence, plus faible sur l'indice des prix du bétail sur pied, semble provenir du lait, des volailles, des œufs et des autres produits animaux dont l'augmentation de prix, bien que faible, aurait été surestimée par l'indice des prix agricoles à la production.

L'EVOLUTION DES PRIX DES CHARGES DE L'AGRICULTURE

Le compte d'exploitation de la branche agriculture, auquel nous nous référons, comprend les charges suivantes :

- 1 — les consommations intermédiaires de la branche,
- 2 — la masse salariale constituée des salaires bruts et des cotisations sociales des employeurs,
- 3 — les intérêts payés sur les emprunts,
- 4 — les fermages et métayages,
- 5 — les impôts indirects,
- 6 — les primes d'assurances dommages,
- 7 — les amortissements non pris en compte par la comptabilité nationale.

Le problème est évidemment de trouver les statistiques de prix correspondant aux différentes charges de la branche agriculture. Quelles sont les séries de prix disponibles ? L'indice des prix des produits industriels nécessaires aux exploitations a justement été conçu pour évaluer les modifications des prix des charges de l'agriculture.

L'indice des prix des produits industriels nécessaires aux exploitations agricoles

L'indice calculé depuis 1949 par l'INSEE, est un indice de Laspeyres à pondération fixe. Deux indices ont été calculés pendant la période, l'une base 100 en 1949, l'autre base 100 en 1960. Le dernier comprend les postes suivants :

— énergie	pondération	115 %
— bâtiment d'exploitation	»	94 %
— produits chimiques	»	275 %
— matériel d'exploitation	»	403 %
— aliments des animaux	»	113 %

Le défaut essentiel de l'indice est de ne prendre en compte que les achats de produits industriels, et jamais les services achetés par les agriculteurs : par exemple les produits vétérinaires, mais non les services du vétérinaire. Le poste renouvellement et entretien des bâtiments d'exploitation ne comporte que le prix des matériaux, jamais le prix des services de la construction. Or, justement, le prix des services augmente rapidement alors que les prix des produits industriels ont tendance à moins augmenter. L'indice est donc absolument inutilisable pour étudier l'évolution des prix des consommations intermédiaires de la branche agriculture, qui comprennent les postes aliments des animaux, électricité, produits pétroliers, minéraux divers, produits de la chimie minérale et de la para-chimie, services rendus aux entreprises, services des artisans-mécaniciens, services de santé, et autres consommations intermédiaires.

Ainsi l'indice des prix des produits industriels nécessaires à l'agriculture, peut prendre en compte l'évolution des prix des consommations intermédiaires, sans les services, et celle des amortissements de la branche agriculture.

Il semble alors, qu'il faille manipuler cet indice avec précaution et surtout ne pas croire ou faire croire qu'il prend en compte la plupart des charges de l'agriculture. Pour avoir une série complète 1949-1971, nous avons dû raccorder les indices base 100 en 1949 et base 100 en 1960 bien que les pondérations aient été différentes (cf. tableau 3). Si l'on compare (cf. graphique 1) les variations de l'indice des prix des produits industriels nécessaires aux exploitations agricoles, à l'indice des prix agricoles à la production, il faut distinguer deux temps dans la période étudiée :

— entre 1949 et 1957, l'indice des prix des produits industriels croît plus vite que l'indice des prix agricoles à la production ;

— puis, à partir de 1957 et surtout à partir de 1960 et 1961, les évolutions des deux indices sont divergentes. L'indice des prix des produits industriels nécessaires aux exploitations agricoles augmente nettement moins vite que celui des prix agricoles à la production ; cette évo-

lution est alors nettement avantageuse pour l'agriculture. Cependant, depuis 1968, les évolutions de ces deux indices sont parallèles.

Tableau 3
Evolution des prix de certaines charges de l'agriculture

Année	IPINEA (1)	Salaires agricoles (2)	Services (Prix de détail) (3)
1949	100	100	100
1950	103,0	128	118,4
1951	129,1	156	148,7
1952	145,3	175	174,9
1953	138,8	193	180,6
1954	133,1	204	189,3
1955	129,9	215	199,9
1956	131,9	242	209,0
1957	135,5	271	201,0
1958	146,4	329	254,8
1959	161,8	345	270,5
1960	163,5	370	291,3
1961	165,8	387	299,0
1962	170,0	413	319,8
1963	176,2	466	349,2
1964	178,7	540	369,0
1965	180,7	576	393,0
1966	182,9	605	416,4
1967	184,3	636	449,3
1968	190,3	672	497,0
1969	199,0	742	536,3
1970	211,2	855	572,8
1971	226,8		610,0

Source : INSEE. Origine 100 en 1949.

(1) IPINEA : Indice des prix des produits industriels nécessaires aux exploitations agricoles.

(2) Salaire brut mensuel des ouvriers qualifiés (extrapolation pour 1949-1951 ; indice).

(3) Période 1949-1957 indice des 183 articles, province.

1957-1962 » des 235 articles agglomérations importantes de province.

1962-1970 » des 259 articles.

1970-1971 » des 295 postes.

L'évolution de l'indice d'ensemble recouvre deux types d'évolution selon les postes de l'indice. L'indice des produits chimiques et, surtout, de l'énergie croît nettement moins vite que l'indice d'ensemble. L'indice machine et matériel et surtout entretien et renouvellement des bâtiments croissent nettement plus vite que l'indice d'ensemble ; pourtant nous avons vu que ces indices ne comprennent ni les services d'entretien du matériel, ni les services du bâtiment dont les prix augmentent fortement.

L'évolution des charges salariales en agriculture

Les salaires agricoles sont connus par une enquête effectuée chez les exploitants agricoles par les inspecteurs et les contrôleurs départementaux des lois sociales en agriculture.

L'INSEE a publié depuis 1952 l'évolution des salaires bruts mensuels des différentes catégories de salariés permanents. Nous en avons extrait l'indice des salaires bruts mensuel des ouvriers agricoles qualifiés (logés ou non, nourris) comme étant le plus représentatif de l'évolution des salaires en agriculture.

La croissance très rapide de cet indice pendant la période (taux annuel moyen de 9,4 %) s'explique en partie par le retard important des rémunérations salariales dans l'agriculture. L'impact de cette forte croissance des salaires mensuels est à revoir en fonction de l'évolution de la masse salariale versé par l'agriculture. Ceci est examiné plus loin, avec les comptes de l'agriculture.

L'évolution des cotisations sociales des employeurs n'a pas été étudiée. Cependant, d'après les examens des comptes de l'agriculture entre 1959 et 1969, il semble que ces cotisations sociales augmentent plus vite que les salaires. En effet, sur la période 1959-1969, à une augmentation de 60 % des salaires correspond une augmentation de 100 % des cotisations sociales.

Compte tenu de l'importance des cotisations sociales des employeurs dans la masse salariale en agriculture, de l'ordre de 12 %, le taux de croissance annuel moyen du prix de la charge salariale en agriculture devrait être voisin de 10 %.

Les intérêts

L'agriculture bénéficie, du fait de l'institution du crédit agricole mutuel, d'un régime de prêt assez favorable : les taux d'intérêt demandés aux agriculteurs ont relativement peu varié de 1959 à 1968.

Mais le taux des prêts à court terme de campagne passe en 1969 de 4,25 ou 4,75 % à 5,0 % ; celui des prêts à moyen terme ordinaires destinés à l'équipement passe de 5 % à 7 %.

Fermages et métayages

Il est très difficile de trouver sur la période, une statistique des fermages et métayages payés par les agriculteurs. Cependant, l'évolution du prix du fermage peut être assimilée à celle du prix des denrées agricoles permettant de l'évaluer : lait, viandes de bœuf et de porc, blé... Bien que les prix des produits retenus dans le calcul du fermage définis par des textes officiels, ne soient pas exactement ceux de l'indice des prix agricoles à la production de l'INSEE, l'évolution des prix des fermages et des métayages est assimilée ici à celle des prix agricoles à la production.

Les prix des services payés par les agriculteurs

L'indice des prix des produits industriels nécessaires aux exploitations agricoles ne tenant pas compte des services, l'indice des services issus des indices de prix de détail calculés par l'INSEE a donc été retenu. Les services pris en compte sont très divers (ils ne comprennent cependant pas les services de restaurant), ils ne correspondent pas exactement aux services payés par les agriculteurs, dont l'évolution des prix peut cependant être évaluée de cette façon. L'indice a subi une hausse très importante (plus de 600 % pendant la période étudiée). Etant donné que les agriculteurs achètent dans leurs charges une part non-négligeable de services, il aurait été erroné de ne pas en tenir compte.

Une très grande disparité existe donc dans l'évolution des prix des charges de l'agriculture. Certains postes se caractérisent par une faible évolution des prix, ainsi les produits industriels nécessaires aux exploitations. Par contre, certaines charges telles que les salaires, les services achetés par les agriculteurs, augmentent dans des proportions considérables. Il est absolument essentiel de tenir compte de l'importance respective des achats de ces différentes charges, en particulier pour calculer un indice global des termes de l'échange.

CALCUL D'UN INDICE DES TERMES DE L'ECHANGE

L'article VI de la loi d'orientation agricole du 5 août 1960 stipule que, lors du rapport sur l'exécution du plan de production agricole et de commercialisation des produits agricoles, le Gouvernement doit « indiquer l'évolution, durant la campagne agricole précédente, des termes de l'échange, c'est-à-dire la relation entre les prix reçus par les agriculteurs pour les produits de leur activité et les prix payés par eux tant pour les moyens de production et les services que pour les achats destinés à leur vie courante, la période de référence étant celle de la campagne 1947-1948 ».

A notre connaissance, seul le rapport ministériel sur la situation agricole en 1960 et 1961 publie quelques indices partiels des termes de l'échange.

Par contre, la revue « Chambre d'Agriculture » a fréquemment publié un indice des termes de l'échange entre les prix reçus et les prix payés par les agriculteurs (2). Les premiers calculs retiennent comme seule charge, l'indice des prix des produits industriels nécessaires aux exploitations agricoles. Par la suite, il est tenu compte de manière forfaitaire des salaires agricoles et des prix de détail.

(2) Revue Chambres d'Agriculture. N° 212 du 15 janvier 1961, n° 232 du 15 novembre 1961, n° 313 du 1^{er} avril 1965, n° 316 du 15 février 1965 (étude de M. Romeuf, Institut d'observation économique).

Que reprocher, à ces différents indices des termes de l'échange ? Le rapport de la situation agricole en 1960 et en 1961 a escamoté le problème du calcul d'un indice global des termes de l'échange, en calculant plusieurs indices des termes de l'échange. Aux indices voisins calculés par les chambres d'agriculture et, d'autre part, par l'Institut d'Observation Economique, on peut reprocher la pondération fixe donnée aux différents éléments des charges de l'agriculture qui semble assez arbitraire. Nous proposons de nous référer aux montants exacts des différentes catégories de charges supportées par l'agriculture pour l'année considérée. Ces renseignements sont fournis par les comptes de l'agriculture. L'indice des charges sera un indice à pondération variable en fonction des charges de l'année.

Nous avons déjà critiqué l'indice des prix des produits industriels nécessaires aux exploitations agricoles ; celui-ci ne tient pas compte des services payés par les agriculteurs, mais par contre tient compte des achats de matériels agricoles. Chaque année, cet indice des prix des produits industriels nécessaires aux exploitations agricoles, doit être pondéré par une quantité calculée comme étant le montant des consommations intermédiaires de la branche, diminué des services et augmenté des amortissements de la branche agriculture. Pour ces amortissements, nous avons repris les évaluations faites par l'Office statistique des Communautés Européennes (3).

L'indice des salaires en agriculture doit être pondéré chaque année par le montant des salaires et des cotisations sociales versés par les agriculteurs.

Les charges de fermage et métayage seront affectées de l'indice des prix agricoles à la production comme nous l'avons expliqué précédemment.

Les charges d'exploitation qui restent sont : les services des consommations intermédiaires, les intérêts, les assurances et les impôts directs.

Ces postes, regroupés, sont à assimiler à des services, le montant additionné de ces postes servant donc à pondérer l'indice des services.

Nous avons donc tenu compte de toutes les charges réelles d'exploitation de la branche « agriculture ». L'indice des termes de l'échange que nous calculerons sera le rapport entre l'indice des prix agricoles à la production considéré comme étant l'indice des prix reçus par les agriculteurs, et l'indice global des prix des charges d'exploitation de la branche « agriculture », considéré comme l'indice des prix payés par les agriculteurs dans leurs entreprises.

Nous nous plaçons donc dans l'optique du revenu net d'exploitation : nous avons en effet tenu compte des amortissements de la branche et non du coût de la vie,

(3) Statistique agricole - OSCE.

qui mesurerait l'évolution des prix payés par les ménages d'agriculteurs et non celle des prix payés par les entreprises des agriculteurs.

Tableau 4
*Calcul d'un indice global des termes de l'échange
1949-1970*

Année	Indice des prix agricoles à la production (INSEE)	Indice global des charges	Indice des termes de l'échange
1949	100,0	100,0	100,0
1950	100,3	109,9	91,3
1951	118,3	136,1	86,9
1952	127,6	153,6	83,1
1953	118,9	153,7	77,4
1954	115,8	154,0	75,2
1955	116,4	156,1	74,6
1956	127,5	165,4	77,1
1957	136,7	172,6	79,2
1958	166,2	202,0	82,3
1959	156,6	214,7	72,9
1960	162,6	224,2	72,5
1961	165,6	228,4	72,5
1962	176,1	237,5	74,1
1963	191,8	258,2	74,3
1964	190,4	273,2	69,7
1965	192,8	287,3	67,1
1966	202,9	299,1	67,8
1967	200,0	312,2	64,1
1968	205,6	332,4	61,9
1969	218,0	364,9	59,7
1970	230,8	395,7	58,3

Base 100 en 1949.

Pour le calcul de cet indice des termes de l'échange, il a été opéré différemment pour les deux périodes 1949-1958 et 1959-1970. En effet, les différents postes des charges sont fournis par la comptabilité nationale pour cette seule dernière période. Nous avons donc, à partir de 1959, pondéré nos indices par les montants exacts des charges de l'année. Pour la période précédente 1949-1958, une pondération fixe a été adoptée faute de connaître le montant exact des différentes charges. La pondération a été calculée pour le milieu de la période par extrapolation de la tendance observée entre 1958 et 1968. Les coefficients adoptés sont :

- pondération de l'IPINEA 51 %
- pondération de l'indice des salaires 19 %
- pondération, fermage et métayage 13 %
- pondération de l'indice des services 17 %

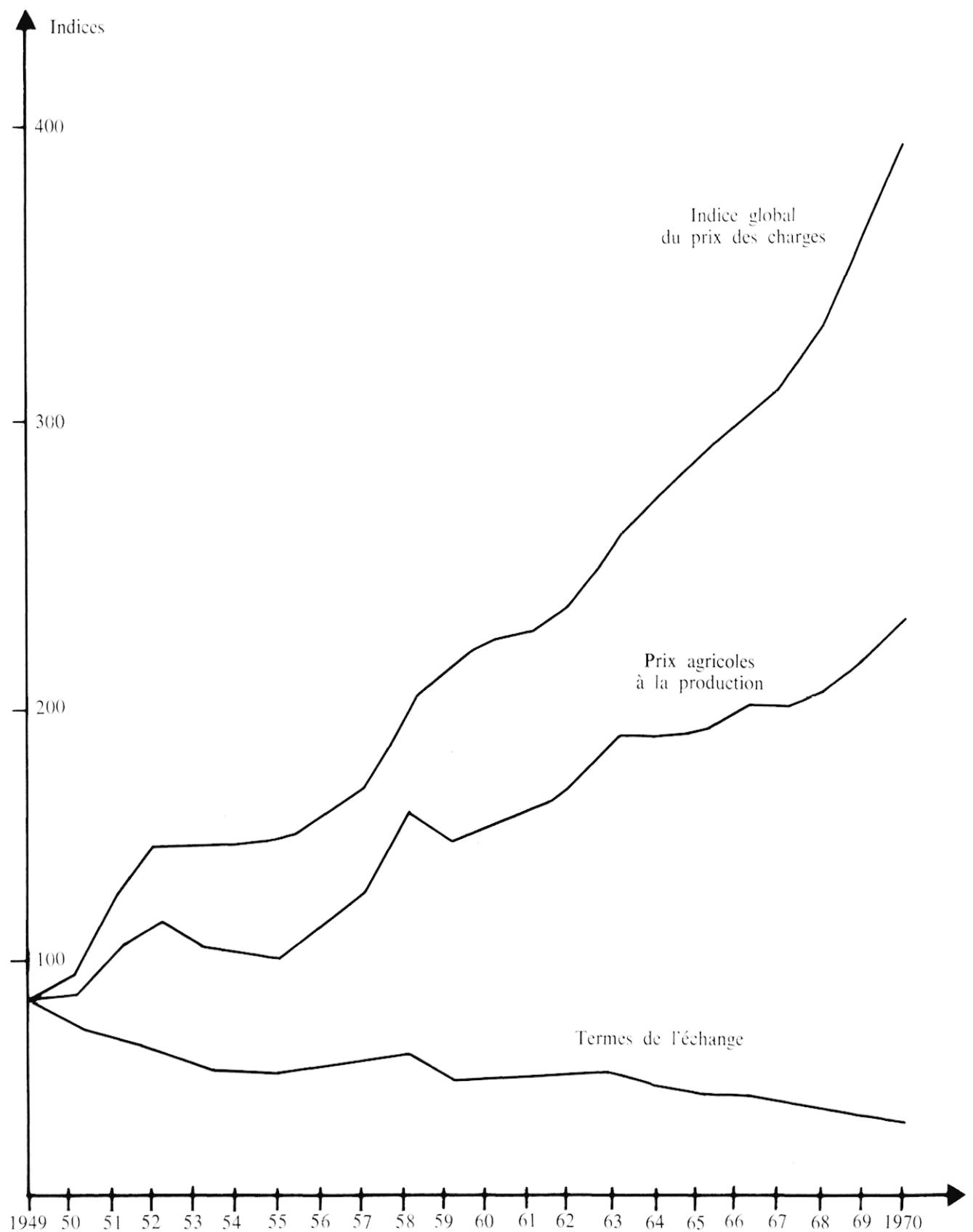
Nous observons donc sur la période une forte dégradation des termes de l'échange, puisque l'indice passe de 100 (tableau 4 et graphique 2) en 1949 à 58,3 en 1970. Cette évolution est irrégulière puisque pendant deux périodes, 1955-1958 et 1961-1963, l'indice remonte en corrigeant partiellement la dégradation.

Il semble difficile de mettre en parallèle l'évolution des termes de l'échange et les périodes d'inflation. Deux périodes d'inflation caractérisée : 1949-1952 et 1956-1958, montrent la première une dégradation des termes de l'échange, la seconde une augmentation des termes de l'échange.

Comparant nos chiffres avec les indices publiés dans la revue « Chambres d'Agriculture », nous constatons que la dégradation des termes de l'échange est plus importante que ce qui avait déjà été calculé, ceci en raison de la prise en compte des services dans les charges de l'agriculture.

Cependant, cette dégradation des termes de l'échange n'est en rien un indice de la dégradation des revenus. L'évolution des grandes masses : produits et charges doit être examinée : la dégradation n'a-t-elle pas été compensée, et dans quelle mesure, par l'évolution des quantités vendues et achetées ?

*Graphique 2 — Prix agricoles à la production, prix des charges,
termes de l'échange de 1949 à 1970*



EVOLUTION EN VALEUR DES VENTES ET DES ACHATS DE L'AGRICULTURE DE 1949 A 1971 CONSEQUENCES SUR LE REVENU AGRICOLE

Quelles sont les conséquences de cette dégradation des termes de l'échange sur les grandes masses des achats et des ventes de l'agriculture ? Comment les agriculteurs ont-ils réagi à ces mouvements de prix ? Ont-ils pu compenser la faible augmentation des prix agricoles par une production plus importante et ont-ils pu diminuer leurs achats, leurs charges dont les prix augmentaient ?

Pour examiner cet aspect, il nous a fallu faire appel aux résultats de la comptabilité nationale : série homogène de l'INSEE (base 1962) à partir de 1959 et comptabilité nationale de la FAO pour la période antérieure à 1959 lorsque la comptabilité nationale française était insuffisante.

EVOLUTION DE LA PRODUCTION AGRICOLE

Dans les deux sous-périodes de 10 ans (cf. tableau 5), une croissance identique de la production en volume a été observée malgré des évolutions différentes de prix. Cette croissance est de l'ordre de 3 % par an en volume.

Il semble en effet difficile en agriculture d'observer sur une longue période une réaction sensible à une évolution de prix. La demande pratiquement saturée empêche toute forte croissance simultanée de prix et de volume sur une longue période. Des réactions aux augmentations de prix sont connues pour la production por-

Tableau 5
Evolution de la production agricole de 1949 à 1971

Année	Production (millions de francs courants)	Indice de valeur	Indice de prix (1)	Indice de volume (2)
1949	15.312	100	100	100
1950	17.466	114,1	100,3	113,8
1951	20.088	131,2	118,3	110,9
1952	22.185	144,9	127,6	113,6
1953	22.293	145,6	118,9	122,4
1954	23.340	152,4	115,8	131,6
1955	24.216	158,2	116,4	135,9
1956	24.349	159,6	127,5	125,2
1957	27.188	177,6	136,7	129,9
1958	32.727	213,8	166,2	128,6
1959	33.042	215,8	156,6	137,8
1959	34.401	100	100	100
1960	38.332	111,4	103,8	107,3
1961	38.473	111,8	105,7	105,7
1962	44.736	129,7	112,5	115,3
1963	47.559	138,3	122,5	112,9
1964	48.303	140,4	121,6	115,5
1965	51.643	150,0	123,1	121,8
1966	54.016	157,0	128,9	121,8
1967	58.342	169,6	129,6	130,9
1968	61.551 (3)	178,9	131,3	136,3
1969	64.145 (3)	189,4	139,2	136,1
1970	73.550 (3)	213,8	147,4	145,0
1971	78.968 (3)	229,5	154,0	149,0

Source INSEE : de 1949 à 1959 base 1956 ; de 1959 à 1971 base 1962.
(1) Indice des prix agricoles à la production — INSEE.

(2) Indice de valeur : indice de prix.

(3) T.V.A. comprise.

cine ; elles entraînent deux ans après un effondrement des cours et sont responsables en partie du cycle du prix du porc.

Les relations observées entre prix et production sont plutôt du type suivant : un déficit de production pour un ou plusieurs produits entraîne une augmentation de prix pour ces produits. Ainsi en 1957 et 1958 pour le vin. Pour les 3 campagnes 1956-1957, 1957-1958 et 1958-1959, la production végétale en volume stagne, mais les prix augmentent fortement.

Pour les productions animales, l'indice de volume augmente moins que pour les productions végétales, et les prix augmentent plus. Ceci tient à la situation de la viande bovine surtout, seule production pour laquelle il

existe une demande importante, des questions de techniques de production liées d'ailleurs aux structures, bloquent la production qui ne peut s'adapter à la hausse des prix. On peut d'ailleurs penser que lorsque la production aura satisfait la demande, les prix stagneront.

L'agriculture ne peut donc pas, dans le cas de la viande augmenter sa production quand les prix augmentent, ni, dans le cas des autres produits en raison de l'inélasticité de la demande, augmenter sa production pour compenser une diminution du prix relatif des produits agricoles par rapport au prix des achats.

L'inélasticité de la demande réduira toujours les possibilités d'augmentation sensible de valeur de la production.

Tableau 6

Evolution des consommations intermédiaires de l'agriculture de 1949 à 1971

Année	Consommations intermédiaires totales		Biens industriels		Services	
	Valeur (millions de francs)	Indice	Indice valeur	Indice volume (1)	Indice valeur	Indice volume (2)
1949	3.414	100	100	100	100	100
1950	3.767	110,3	115,3	111,9	106,0	89,5
1951	4.572	133,9	145,8	112,9	123,4	82,7
1952	5.259	154,0	168,1	115,6	141,6	81,0
1953	5.476	150,4	169,8	122,3	152,1	84,0
1954	5.673	166,2	177,7	135,5	156,0	82,4
1955	6.056	177,4	193,5	149,0	163,1	81,6
1956	6.556	192,0	212,1	160,8	174,3	83,4
1957	7.347	215,2	239,9	177,0	193,4	96,2
1958	8.239	244,3	274,4	187,4	212,1	83,2
1959	9.129	267,4	311,2	192,3	228,6	84,5
1959	9.261	100	100	100	100	100
1960	9.780	105,6	103,8	102,8	111,3	103,3
1961	10.529	113,7	111,1	108,5	121,9	110,3
1962	12.071	130,3	129,4	123,1	133,3	122,8
1963	12.915	139,4	135,9	124,8	150,5	116,6
1964	14.249	153,9	148,9	134,9	169,5	124,3
1965	15.342	165,7	158,5	141,9	188,3	129,6
1966	16.521	178,4	170,2	150,6	204,4	132,8
1967	17.947	193,8	187,0	164,2	223,0	134,2
1968	19.545	211,0	199,0	169,2	249,6	135,9
1969	21.208	229,0	211,7	172,1	284,3	143,4
1970	24.147	260,7	242,0	185,4	320,8	151,5
1971 (p) . .	27.431	296,2	277,4	197,9	356,6	158,1

Source INSEE de 1949 à 1959 base 1956 ; de 1959 à 1971 base 1962. Les deux séries ne peuvent être raccordées.

(1) Indice valeur : IPINEA (tableau 3).

(2) Indice valeur : indice du prix des services (tableau 3).

(p) Prévisions.

Examinons maintenant si l'agriculture pourrait compenser la dégradation des termes de l'échange par une réduction de ses dépenses.

EVOLUTION DES CHARGES DE L'AGRICULTURE

1) *Les consommations intermédiaires*

Ce sont les premières dépenses de l'agriculture, comment évoluent-elles ?

Nous constatons (cf. tableau 6) pour les deux sous-périodes que les achats intermédiaires augmentent relativement plus vite que la production en valeur.

En d'autres termes, la part des dépenses de consommations intermédiaires dans la production tend à augmenter, la productivité du facteur consommations intermédiaires diminue.

Le calcul de cette relation pour la période 1959-1969 donne une corrélation très forte ($r = 0,98$) entre la production en valeur (P) et les consommations intermédiaires en valeur (C) (4). L'équation de la droite de régression est la suivante : $P = 2,45 C + 13.805$ (en millions de francs).

Avec cette relation, la productivité des consommations intermédiaires devient inversement proportionnelle à ces consommations intermédiaires :

$$\frac{P}{C} = 2,45 + \frac{13.805}{C}$$

Cette productivité décroît pendant la période et la valeur ajoutée brute en valeur ne peut croître aussi vite que la production. Elle n'atteint que l'indice 205,0 en 1971 (229,5 pour la production).

Les évolutions des deux postes de consommation intermédiaires que nous avons distingués, sont différentes. Les biens industriels se caractérisent par une faible augmentation de prix mais une augmentation en volume notable. Il en résulte une augmentation en valeur assez lourde. Cette évolution est liée à la modification du processus de production agricole : diminution du facteur travail, augmentation du facteur capital : engrains, aliments du bétail, produits chimiques etc... qui entrent dans les consommations intermédiaires.

Par contre, l'augmentation de l'indice des services en valeur résulte d'une forte augmentation de prix et d'une faible augmentation en volume. Il semble qu'il y ait ici réaction, adaptation à cette forte croissance du prix des services. En effet, sur la période 1949-1959 où l'on note la plus forte augmentation du prix des services (multiplication par 2,7), on observe une diminution de la consommation en volume des services. De 1959 à 1971 nous observons une moindre augmentation des achats en volume. Il semble donc que les agriculteurs réduisent leurs achats de services ou freinent la croissance de leurs achats de service en fonction des prix. Cette adaptation peut s'expliquer par le fait que les

services achetés par l'agriculture : réparation de matériel, entretien et renouvellement des bâtiments, transports, peuvent être techniquement réalisés en partie par les agriculteurs eux-mêmes. Cette adaptation ne suffit cependant pas à enrayer la croissance en valeur des achats de services.

Quel que soit le mécanisme, la croissance des consommations intermédiaires en valeur est plus forte que celle de la production en valeur. L'agriculture qui déjà ne peut que faiblement augmenter sa production, augmente donc plus ses achats courants que sa production !

2) *Les charges d'exploitation*

— Salaires et cotisations sociales

Pour les salaires, nous observons (cf. tableau 7) à côté d'une forte augmentation des prix, une nette diminution de l'indice de volume qui passe de 100 en 1959

Tableau 7
Evolution des salaires et cotisations sociales versés par l'agriculture de 1950 à 1969

Année ou campagne	Salaires et cotisations sociales (millions de francs)	Indices de valeur	Indice de volume (1)
1950-1951	1.800	100	
1951-1952	2.250	125	
1952-1953	2.330	129	
1953-1954	2.430	135	
1954-1955	2.590	144	
1955-1956	2.660	148	
1956-1957	2.780	154	
1957-1958	3.120	173	
1958-1959	3.300	183	
1959	3.073	100	100
1960	3.105	101,1	94
1961	3.155	102,7	92
1962	3.256	105,9	88
1963	3.559	115,8	86
1964	3.817	124,2	79
1965	3.941	128,2	77
1966	4.156	135,2	77
1967	4.352	141,6	77
1968	4.639	151,0	77
1969	5.034	163,8	76
1970	5.333	173,5	70
1971	5.671	184,5	

Source : 1950-1959 FAO ; 1959-1971 INSEE (base 1962).

(1) Indice de valeur : indice des salaires bruts mensuels des ouvriers qualifiés (tableau 3).

(4) La corrélation a déjà été observée par P. GONOD dans « Evolution de la productivité de l'agriculture dans la CEE ». Commission des CE. Informations sur l'Agriculture, n° 44, juin 1969.

à 70 en 1970. L'indice de valeur arrive en 1971 à 184,5, soit un chiffre inférieur à celui de la production en valeur à la même date (229,5). La forte hausse du niveau des salaires est sensiblement compensée par une baisse de volume de la masse salariale. Par rapport à la valeur de la production, la charge salariale de l'agriculture tend donc à diminuer.

Ceci est évidemment lié à la diminution de la population active en agriculture. L'exode agricole, déjà sensible pour l'ensemble de la population active agricole (— 3,7 % par an entre 1959 et 1969), touche encore plus les salariés agricoles (— 4,9 % par an pendant la même période).

— Intérêts

Les intérêts versés par l'agriculture croissent à une vitesse très rapide pendant la période 1959-1969 (cf. tableau 8), surtout les dernières années.

Etant donné que l'augmentation des taux d'intérêt est récente, l'indice de valeurs retenu ici est pratiquement un indice de volume jusqu'en 1969. Les intérêts versés suivent la progression des emprunts au crédit agricole et reflètent l'endettement important de l'agriculture.

— Fermages et métayages

Les fermages et métayages payés par l'agriculture évoluent faiblement entre 1959 et 1971. Notre indice du volume résulte de la division de l'indice de valeur par

Tableau 8

*Evolution des intérêts, des fermages et métayages,
des charges totales d'exploitation payés par l'agriculture de 1950 à 1971*

Campagne ou année	Intérêts		Fermages et métayages			Charges totales d'exploitation	
	Millions de francs	Indice de valeur	Millions de francs courants	Indice de valeur	Indice de volume (1)	Montant en valeur Millions de francs courants	Indice de valeur
1950-51						2.450	100
1951-52						3.100	126
1952-53						3.180	130
1953-54						3.250	133
1954-55						3.320	135
1955-56						3.410	139
1956-57						3.530	144
1957-58						3.870	158
1958-59						4.150	169
1959	197	100	2.080	100	100	6.375	100
1960	225	114,2	2.200	105,8	101,9	6.689	104,9
1961	274	139,1	2.340	112,5	106,4	6.982	109,5
1962	335	170,6	2.427	116,7	103,7	7.347	115,2
1963	409	207,6	2.573	123,7	101,0	7.975	125,1
1964	494	250,8	2.596	124,8	102,6	8.509	133,5
1965	603	306,1	2.624	128,2	104,1	8.986	141,0
1966	724	367,5	2.730	131,3	101,8	9.653	151,4
1967	879	446,1	3.855	137,3	105,9	10.163	159,4
1968	1.322	671,0	2.884	138,7	105,6	11.416	179,1
1969	1.578	801,0	2.971	142,5	102,4	12.291	192,8
1970	1.742	884,3	3.148	151,3	102,6	13.217	207,3
1971 (p)	2.185	1.109,0	3.403	163,6	106,2	14.564	228,4

Source : INSEE, FAO.

(1) Indice de valeur : indice des prix agricoles à la production (tableau 5).

l'indice des prix agricoles à la production sur lesquels sont pratiquement indexés les fermages. Cet indice de volume est pratiquement constant pendant la période étudiée.

— Charges totales d'exploitation

Parmi les autres charges d'exploitation, impôts directs et assurances, c'est le poste assurances qui augmente le plus en passant en valeur de l'indice 100 en 1959 à 333,5 en 1971.

Tableau 9

Evolution des amortissements de l'agriculture de 1950 à 1970

Année ou campagne	Valeur (millions de francs)	Indice Valeur	Indice de prix (1)	Indice de volume (2)
1950-51 ..	1.900	100		
1951-52 ..	1.950	103		
1952-53 ..	1.950	103		
1953-54 ..	1.950	103		
1954-55 ..	1.900	100		
1955-56 ..	2.000	105		
1956-57 ..	2.000	105		
1957-58 ..	2.200	116		
1958-59 ..	2.500	132		
1959	1.840	100	100	100
1960	2.143	116,5	101,7	114,6
1961	2.398	130,3	103,9	125,4
1962	2.647	143,9	106,4	135,2
1963	2.915	158,4	110,8	143,8
1964	3.301	179,4	111,5	160,8
1965	3.565	193,7	111,2	174,2
1966	3.850	209,2	111,8	187,1
1967	4.012	218,0	113,4	192,2
1968	4.254	231,2	117,3	197,1
1969	4.730	257,1	122,7	209,5
1970	4.982	270,8	133,5	202,8

Source : évaluation de l'OSCE.

(1) IPINEA Matériel ; (2) Indice de valeur : indice de prix.

Les charges totales d'exploitation évoluent en valeur à un rythme voisin de la production. Pour la période 1959-1971, l'évolution des charges d'exploitation (228,4 en 1971) et celle de l'indice de la production (229,5 en 1971), sont presque identiques.

3) Les amortissements

Pour être complète l'étude des charges d'exploitation doit tenir compte des amortissements des matériels, équipements et bâtiments. Malheureusement, ces amortissements sont très mal connus car la comptabilité nationale française ne les mesure pas.

Les évaluations faites par le service des études économiques des Chambres d'Agriculture ne concernent que les matériels.

Les évaluations utilisées ici sont celles de l'office des statistiques des Communautés Européennes ; elles sont imprécises avant 1959.

Nous observons (cf. tableau 9) une forte croissance des amortissements en valeur et en volume surtout depuis 1959. Cette croissance est nettement plus forte que celle de la production.

L'EVOLUTION DU REVENU DE L'ACTIVITE AGRICOLE

Tous les éléments sont maintenant disponibles pour mesurer l'évolution du revenu de l'agriculture. Le tableau 10 fournit différentes expressions du résultat de l'agriculture (graphique 3) :

— la valeur ajoutée brute qui mesure l'apport de la branche agriculture à la production nationale,

— le résultat brut d'exploitation, solde du compte d'exploitation de la comptabilité nationale. Nous donnons le résultat brut d'exploitation optique production, c'est-à-dire compte tenu des variations de stock à la production,

— le résultat net d'exploitation (optique production). Il est donné en francs courants et francs constants (jusqu'à 1970 seulement, les évaluations des amortissements n'étant pas disponible).

Ainsi que le fait remarquer D. Bergmann (5), ce résultat net d'exploitation est à considérer comme un revenu mixte servant à rémunérer les facteurs de production impayés par ailleurs : travail familial et de direction, capital d'exploitation, capital foncier en cas de faire-valoir direct ; il doit également assurer en partie la croissance de l'entreprise (autofinancement).

Ce résultat, servant essentiellement à la consommation du ménage (sauf l'autofinancement), est exprimé en francs constants, en divisant par l'indice des prix de détail, de façon à mesurer son évolution en pouvoir d'achat.

Nous observons, au cours de la période, des croissances similaires de la valeur ajoutée et du résultat brut d'exploitation. Cette croissance est toujours inférieure à

(5) BERGMANN (D.). — *Le problème agricole*. Tome I : « Revenus ». Chapitre I et II.

Tableau 10

Le résultat de l'agriculture de 1950 à 1971

Campagne ou année	Valeur ajoutée brute		Résultat brut d'exploitation (optique production)		Résultat net d'exploitation (optique production)			
	Millions de francs courants	Indice	Millions de francs courants	Indice	Millions de francs courants	Indice	Millions de francs constants 1950-51	Indice
1950-51	14.080	100	11.630	100	9.730	100	9.730	100
1951-52	15.930	113	12.830	110	10.880	109	9.371	96,2
1952-53	17.500	124	14.320	123	12.370	127	10.147	104,2
1953-54	18.080	126	14.830	128	12.880	132	10.627	109,1
1954-55	18.540	132	15.220	131	13.320	137	10.891	111,9
1955-56	19.280	137	15.870	136	13.870	142	11.096	114,0
1956-57	20.240	144	16.710	144	14.710	151	11.403	117,1
1957-58	24.410	173	20.540	176	18.540	190	13.224	135,8
1958-59	24.880	177	20.730	178	18.230	187	11.954	122,8
							(F 1959)	
1959	25.140	100	18.905	100	17.065	100	17.065	100
1960	28.552	113,6	22.064	116,7	19.921	116,7	19.360	113,4
1961	27.944	111,2	21.244	112,4	18.846	110,4	17.864	104,7
1962	32.665	129,9	25.576	135,3	22.929	134,4	20.675	121,2
1963	34.644	137,8	27.124	143,5	24.191	141,8	20.818	122,0
1964	34.054	135,5	25.870	136,8	22.549	132,1	18.744	109,8
1965	36.301	144,4	27.716	146,6	24.133	141,4	19.588	114,8
1966	37.495	149,1	28.200	149,1	24.350	142,7	19.234	112,7
1967	40.395	160,7	30.618	161,9	26.606	155,9	20.466	119,9
1968	42.006	166,6	31.263	165,4	27.009	158,3	19.874	116,5
1969	43.937	174,8	32.538	172,1	27.808	163,0	19.217	112,6
1970	49.403	196,5	37.166	196,6	32.184	188,6	21.146	123,9
1971	51.537	205,0	38.202	202,1				

Source : FAO, OSCE, INSEE.

celle de la production en valeur, car les consommations intermédiaires augmentent plus rapidement que la production.

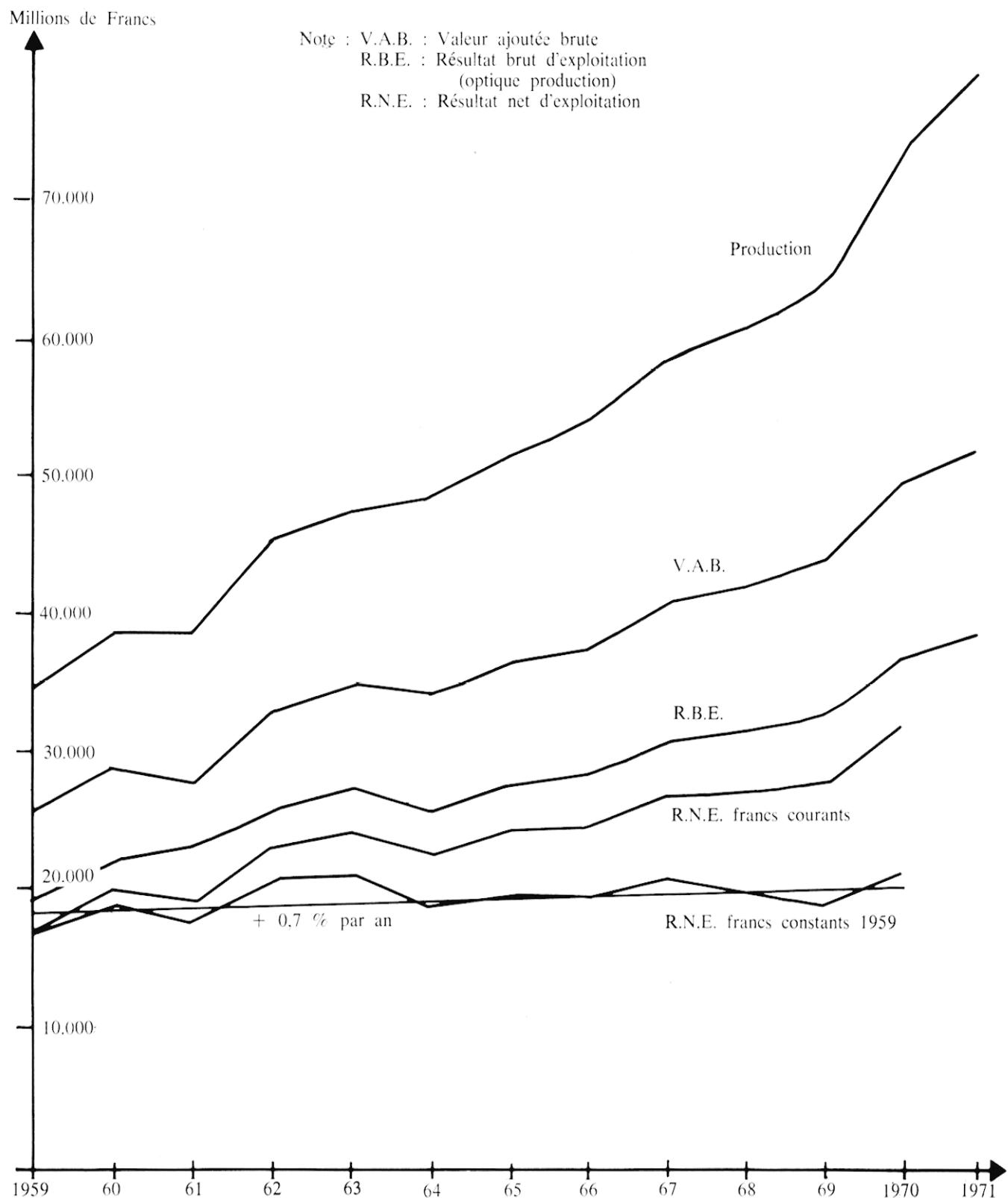
La croissance de ces deux agrégats s'est réduite à partir de 1959. De 1950-51 à 1958-59 le résultat brut d'exploitation passe à l'indice 178. Pour les 9 années de 1959 à 1968 il n'atteint que l'indice 165,4.

Il faut noter toutefois une forte croissance du résultat brut d'exploitation dans l'optique de la production en 1970. Cependant ce résultat est gonflé par un important stockage de vin qui se vendra mal l'année suivante. Il est plus intéressant d'étudier l'évolution du résultat net d'exploitation en francs constants qui donne le pouvoir d'achat réel tiré de l'activité agricole.

Les tendances d'évolution sont très différentes selon les deux sous périodes. Avant 1959 la croissance du revenu net d'exploitation est assez sensible (+ 3,5 % par an en moyenne). Sur la période 1959-1970, la croissance tombe à 0,7 % par an. C'est une quasi-stagnation. Depuis 1959, le revenu tiré de l'activité agricole n'a pratiquement pas augmenté sauf récemment.

Dans ces conditions les seuls gains de revenus sur lesquels peuvent compter les chefs d'exploitation, viennent de la diminution de leur nombre. Si, de 1959 à 1970, le revenu global tiré de l'agriculture n'a progressé que de 0,7 % par an, le revenu moyen par exploitant agricole a augmenté du taux de l'exode des chefs d'exploitation, 2,9 % par an plus, 0,7 %, soit 3,6 % par an.

Graphique 3 — Le résultat de l'agriculture de 1959 à 1970



Ce taux d'augmentation est inférieur à la croissance du salaire net par personne active de toutes branches entre 1959 et 1969 : 5,5 % par an en francs constants (6). Il est également inférieur à la croissance du revenu brut des entrepreneurs individuels non agricoles par personne active : 6,1 % par an sur la même période.

Ce tableau un peu sombre devrait être corrigé par les transferts sociaux versés aux agriculteurs, trans-

ferts importants pour cette catégorie socio-professionnelle (environ 20 % du résultat brut d'exploitation en 1970) (7).

De toute façon on peut dire qu'il y a actuellement maintien de la disparité entre les revenus agricoles et les autres revenus. On estime souvent que les revenus agricoles sont inférieurs d'un tiers aux revenus moyens des autres catégories socio-professionnelles. Ce décalage ne semble donc pas en voie de résorption.

CONCLUSION

L'agriculture subit des évolutions de prix qui lui sont le plus souvent défavorables.

Pourrait-elle réagir à ces variations de prix et à leur conséquences au niveau du revenu notamment ?

Du côté de l'aval, toute forte croissance de la production agricole en valeur est limitée par l'inélasticité de la consommation des produits agricoles et alimentaires. Seule une meilleure adaptation qualitative et quantitative de la production aux besoins permettrait une certaine revalorisation des prix qui resterait vraisemblablement faible, à moins d'actions monopolistiques.

La modification du processus de production, substitution capital-travail due au progrès technique, entraîne une croissance des charges d'exploitation analogue à celle de la production, et une forte croissance des consommations intermédiaires et des amortissements, qui annule pratiquement le gain qu'aurait pu tirer l'agriculture de l'augmentation de sa production.

L'évolution du prix de ces charges est étrangère à l'activité agricole ; la forte augmentation du prix des services et des salaires est générale. L'agriculteur ne peut guère agir sur ces prix, si ce n'est réagir en contractant le volume de ses achats.

Cette dégradation des termes de l'échange entre l'agriculture et le reste de l'économie semble donc inéluctable. L'évolution des prix qui l'engendre est le reflet de l'évolution des besoins des hommes au cours de la croissance économique.

La stagnation du revenu net tiré de l'activité agricole en est la conséquence la plus directement perceptible pour les intéressés. Ceux-ci ne peuvent réagir qu'en diminuant leur nombre. Seul un exode agricole plus intense peut améliorer le revenu des agriculteurs restants.

D'autre part, un exode agricole plus important entraînerait une restructuration plus rapide des exploitations agricoles et peut-être une diminution des charges de l'agriculture : moindres achats de produits intermédiaires par adoption d'un système de culture plus extensif, meilleure utilisation du matériel souvent sous-employé.

En d'autres termes, cette dégradation des termes de l'échange et du revenu agricole sont liés à la croissance économique. Il faut accepter le déclin relatif de l'agriculture ou bloquer la croissance. La réaction de l'agriculture ou de la politique agricole ne doit pas être de s'opposer à grands frais et avec une efficacité douteuse à ces évolutions de prix (soutien des prix). La réaction doit être de s'adapter à cette évolution et de donner la priorité à des mesures qui l'accompagnent et qui en corrigeant les effets néfastes sur les agriculteurs : essentiellement des aides à la reconversion.

(6) Remarquons qu'il est inexact sur le plan du principe de comparer un résultat brut d'exploitation, rémunération du travail et du capital, à un salaire qui ne représente qu'une rémunération du travail.

(7) BERGMANN (D.). — Op. cité, tome I, p. 20.